



UNIVERSITÉ D'ARTOIS

Direction des Affaires Financières  
Service Marchés Achats

## REGLEMENT DE CONSULTATION

\*\*\*\*\*

### A – POUVOIR ADJUDICATEUR :

UNIVERSITE D'ARTOIS  
Direction des Affaire Financières  
Service Marchés achats  
9 rue du Temple - BP 665  
62030 ARRAS CEDEX

☎ : 03.21.60.37.52

Mail. : [marches.achats@univ-artois.fr](mailto:marches.achats@univ-artois.fr)

### B – OBJET DU MARCHÉ :

Mission de vérification périodique réglementaire ERP des équipements et installations de différents bâtiments de l'Université.

### C – DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :

Le mardi 18 février 2025 à 12h00

### D – PUBLICATION :

Mise en ligne sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) le 16 janvier 2025  
Envoi de l'AAPC au BOAMP et/ou JOUE le 16 janvier 2025

## **I – OBJET DU MARCHE**

### **ARTICLE 1 : DESCRIPTION.**

Le présent marché concerne la mission de vérification périodique réglementaire ERP des équipements et installations de différents bâtiments de l'Université. La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP. Les vérifications seront effectuées selon les dispositions des textes législatifs et réglementaires précisés à l'article 2 du CCTP.

### **ARTICLE 2 : LIEU DE LIVRAISON OU D'EXECUTION.**

Tous les sites de l'Université (Arras, Béthune, Douai, Lens et Liévin) dont les adresses sont précisées à l'article 4-1 du CCAP.

### **ARTICLE 3 : NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE.**

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), sont :

Mot descripteur : Contrôle technique

CPV principale : 71630000-3

Code nacre : BC.12

### **ARTICLE 4 : DECOMPOSITION EN LOTS.**

Le marché est composé d'un lot unique, les prestations étant de même nature. Le marché n'est de ce ne fait pas alloti.

### **ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE.**

Le marché est passé pour 5 ans fermes.

### **ARTICLE 6 : VARIANTES**

Les variantes techniques et administratives ne sont pas autorisées.

### **ARTICLE 7 : VISITE DES LOCAUX**

Toute offre sera établie en parfaite connaissance des lieux. Les candidats devront **obligatoirement** visiter le site **en présence d'un représentant de l'Université** qui leur délivrera une attestation de visite.

Visite obligatoire : La personne à contacter pour les visites est :

Monsieur DELERIS au 06.72.62.58.91 pour l'IUT de Béthune

Monsieur ATMANIA au 03.21.79.32.41 pour l'IUT de Lens

Monsieur DENIELLE au 06.03.51.13.75 pour le reste des sites

## **II – PROCEDURE**

### **ARTICLE 8 : TYPE DE PROCEDURE**

La consultation a été passée selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2, R2161-3 et R2161-5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

## **ARTICLE 9 : TYPE ET FORME DU MARCHÉ**

Il s'agit d'un marché ordinaire à prix forfaitaire.

## **ARTICLE 10 : NOMBRE DE CANDIDATS ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE**

Sans objet.

## **ARTICLE 11 : CRITERES DE SELECTION ET D'ATTRIBUTION**

### **12-1 : Candidatures :**

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R2144-1 à R2144-7 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L2341-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ne seront pas admises.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- les garanties et les capacités techniques et financières du candidat
- les capacités professionnelles
- 

### **12-2 : Offres :**

Les offres irrégulières, inappropriées et inacceptables, telles que définies à l'article 59.I du décret seront rejetées.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères suivants :

Critères de choix des offres :

- La valeur financière : 60 %
  - Montant forfaitaire pour 5 ans : 60%
- La valeur technique : 40 %
  - Modalités d'utilisation du logiciel (facilité, ergonomie, convivialité) : 20 %
  - Exploitation des rapports : 10 %
  - Exploitation des observations par thématique : 10 %

En application de l'article R.2152-6 à R2152-8 et R2152-12 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les offres seront classées par ordre décroissant.

## **ARTICLE 12 : NEGOCIATIONS**

Sans objet.

## **ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## **III – RENSEIGNEMENTS DIVERS**

### **ARTICLE 14 : MODE DE REGLEMENT**

Le mode de règlement utilisé est le virement (30 jours) selon les règles de la comptabilité publique.

## **ARTICLE 15 : FORME JURIDIQUE - MODALITES D'ATTRIBUTION**

Le marché sera attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises. Aucune forme de groupement n'est imposée à l'attributaire du marché. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements
- En qualité de membres de plusieurs groupements

## **ARTICLE 16 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation (DCE) est téléchargeable directement sur le profil acheteur de l'Université d'Artois (plateforme de dématérialisation PLACE) : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). Il comprend les pièces suivantes :

- 1 acte d'engagement ;
- 1 décomposition de prix ;
- 1 cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- 1 cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- 1 règlement de consultation ;
- 1 certificat de visite des locaux ;

Il est conseillé aux soumissionnaires de s'enregistrer et de s'identifier lors du téléchargement du DCE, afin d'être alertés, le cas échéant, des éventuels compléments (précisions, rectifications, ...) apportées par l'Université en cours de consultation. Le site est libre d'accès pour les entreprises inscrites et permet les échanges des documents de la consultation. Le candidat devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site (rubriques « aide » et « se préparer à répondre »). Un « guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques » est également disponible afin de faciliter le maniement de la plate-forme, ainsi qu'une rubrique « foire aux questions ». Ces documents décrivant l'utilisation de la salle des marchés font partie intégrante du règlement de consultation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, à défaut l'offre sera éliminée comme non cohérente. **La responsabilité du maître d'ouvrage ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.**

## **ARTICLE 17 : CONTENU DES OFFRES**

Les candidatures et les offres seront rédigées en langue française. L'unité monétaire est l'euro. Le dossier à remettre par le candidat comprendra les documents relatifs à **la candidature** et à **l'offre**, à savoir :

### *Pour la candidature :*

Les imprimés DC1 et DC2 sont disponibles gratuitement à <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

- un acte de candidature (utilisation de l'imprimé DC1) ;
- la déclaration du candidat (utilisation de l'imprimé DC2)

Le cas échéant, en application de l'article R.2143-4 et R.2143-16 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les pièces et renseignements ci-dessus relatifs à la candidature peuvent être remplacés par le formulaire dûment complété de DUME publié au JOUE le 6 janvier 2016. Le DUME doit être rédigé en français. Il vaudra remise des imprimés DC1 et DC2.

- Les documents suivants doivent être également fournis :
  - Situation juridique (article R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique) : déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
  - Capacité économique et financière (articles R.2142-1 à R.2142-12 et R.2142-25 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique) : déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre

d'affaires concernant les prestations similaires réalisées au cours des trois dernières années ;

- Références professionnelles et capacité technique (articles R.2142-1 à R.2142-5, R.2142-13, R.2142-14 et R.2142-25 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique) : déclaration indiquant les moyens en personnel et en matériel du candidat, liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public et les certificats de qualité ou de capacité délivrés par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalents, notamment, certificats de qualifications professionnelles ou de conformité à des spécifications techniques ;
- Une liste de références récentes ;

Pour l'offre :

- un acte d'engagement à compléter, dater et signer par le représentant de l'entreprise avec apposition du cachet de l'entreprise. Ce document pourra également être signé ultérieurement dans les conditions de l'article 20 ci-dessous ;
- une décomposition de prix à compléter, dater et signer par le représentant de l'entreprise avec apposition du cachet de l'entreprise ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) à accepter, dater, parapher et signer par le représentant de l'entreprise avec apposition du cachet de l'entreprise ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) à accepter, dater, parapher et signer par le représentant de l'entreprise avec apposition du cachet de l'entreprise ;
- le règlement de consultation, à accepter, parapher et signer par le représentant de l'entreprise avec apposition du cachet de l'entreprise ;
- un mémoire détaillé (maximum 5 pages) incluant toutes précisions jugées utiles par le candidat ;
- 1 CD-Rom de démonstration (ou autre support informatique) d'utilisation du logiciel d'exploitation des rapports en ligne

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements relatifs à la candidature (cf. ci-dessus) si le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans leurs dossiers toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents relatifs à la candidature (cf. ci-dessus) transmis lors d'une précédente consultation et qui sont toujours valables. Les documents relatifs à l'offre devront être fournis.

**ARTICLE 18 : CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES**

18-1 : Transmission sur support papier :

Conformément aux dispositions des articles R.2132-7 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, aucune offre sur support papier ne sera acceptée.

18-2 : Transmission des plis dématérialisés :

Les candidats doivent transmettre leurs réponses par voie électronique via la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Un guide d'utilisation à destination des entreprises est disponible sur le site dans l'onglet « aide ». En cas de difficultés, il est possible de contacter le support « clients » au **01.76.64.74.07** (pour cela la société devra préalablement créer un ticket sur PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php?page=entreprise.EntrepriseAide>

Conformément à l'article R.2143-2 et R.2151-5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les dossiers devront être transmis avant le jour et l'heure inscrits sur la page de garde du présent Règlement de consultation. Les candidats sont invités à préparer le dépôt de leur réponse dématérialisée dans un délai raisonnable avant la date et l'heure limites de remise des plis. Les soumissionnaires sont réputés accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

Le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si pour un même marché plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des plis.

Les candidats devront transmettre les documents de leur candidature et de leur offre sous forme de fichiers établis dans les formats informatiques suivants :

- 1) formats PDF et ZIP principalement
- 2) format XLS : tableur Excel ou équivalent gratuit CSV
- 3) format DOC : traitement de texte Word ou équivalent gratuit RTF
- 4) format PPT : logiciel PowerPoint ou équivalent présentations HTML ou PDF
- 5) format JPG : pour les images

La liste ci-dessus est exhaustive et tout fichier informatique établi dans un format informatique différent sera déclaré nul et non avenu.

Conformément à l'article R.2132-11 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, les candidats pourront faire un envoi sur support papier ou sur support physique électronique à titre de copie de sauvegarde avant la date et l'heure limite de réception des offres, à l'adresse suivante :

Société .....	<div style="margin-bottom: 10px;"><b>« COPIE DE SAUVEGARDE NE PAS OUVRIR »</b></div> <div>UNIVERSITE D'ARTOIS Direction des Affaires Financières Bureau Marchés Achats <b>Offre vérifications périodiques réglementaires ERP</b> 9 rue du Temple B.P. 10665 62030 ARRAS CEDEX</div>
---------------	---

#### 18-3 : Authentification et signature électronique :

Conformément à l'arrêté du 12/04/2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, tous les documents pour lesquels la signature est exigée, doivent être signés par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique.

**Le détenteur du certificat de signature doit être une personne habilitée à engager la société ou dument habilitée par celle-ci. Dans ce dernier cas, devra être aussi jointe à la proposition, une délégation de signature ou de pouvoir établie par la personne juridiquement habilitée à engager la société.**

Par ailleurs, le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide d'un certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1316-4 du code civil, qui entre les parties à la même valeur juridique qu'une signature manuscrite.

En outre, il est rappelé aux candidats que :

- Un zip signé ne valant pas signature de chaque document du zip, il est indispensable de signer individuellement toutes les pièces qui auraient été signées de manière manuscrite ;
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique qui confère valeur originale au document signé.

Les frais de certification sont à la charge de chaque candidat. Il appartient au candidat de vérifier lors du dépôt de son pli que son certificat de signature électronique est bien valide.

Par application de l'arrêté précité, le candidat doit respecter les exigences relatives au certificat de signature du signataire et à l'outil de signature utilisé

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

#### **Article 19 : Ordre d'ouverture des plis.**

Les plis transmis par voie électronique seront numérotés par ordre d'arrivée chronologique avec un identifiant « E ».

#### **ARTICLE 20 : ATTRIBUTION PROVISoire.**

Dans le cas où il ne l'a pas déjà fait lors de la remise des offres, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire, dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la demande faite par le pouvoir adjudicateur, l'ensemble des pièces et justificatifs relatives à la candidature, à jour ainsi que l'acte d'engagement pour signature (dans le cas où celui-ci n'a pas été signé lors de la remise des offres).

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, l'offre du candidat sera rejetée et la même demande sera adressée au candidat suivant dans le classement des offres qui se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve qu'il produise ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

Les candidats non retenus seront alors informés du résultat de la consultation. A l'issue du délai réglementaire, et en l'absence d'un recours, le marché sera attribué à titre définitif.

#### **ARTICLE 21: VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

#### **ARTICLE 22 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation PLACE ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>])

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Conformément à l'article R2132-6 du décret n° 2018-1075 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation (cf. article 19 du présent document). Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, à défaut l'offre sera éliminée comme non cohérente.